

Lutgen II

Lille/Bruyelles-Namur-Luxembourg) et d'autre part, de mieux maîtriser la logique résidentielle à la frontière du Grand-Duché, détaillait en effet Pétride.

A quoi ressembleraient ces villes du futur destinées à absorber la croissance de la population wallonne? "Elles seraient piétonnes et adaptées aux modes doux, facilement accessibles par des transports en commun très performants, autosuffisantes d'un point de vue énergétique et semi-suffisantes en termes d'approvisionnement alimentaire".

Outre le fait que ces trois "néocités" wallonnes seraient également un modèle pour les enjeux posés par le vieillissement de la population, "les nouvelles technologies et des espaces de travail partagés accessibles aux entreprises de services et aux laboratoires de recherche permettraient une réduction des flux domicile-travail et une concentration fonctionnelle des activités à haute valeur ajoutée".

l'Unesco parraînerait...

Question : comment finance-t-on tout cela, au fait? Toujours dans son scénario radical, l'Institut Destree imagine que le secteur bancaire et le secteur de la construction pourraient être partenaires via "un fonds d'investissement "villes nouvelles" largement doté". L'initiative pourrait aussi être parrainée par l'Unesco et l'Union européenne.

Mais, bon. Comme nous le confirme le cabinet de Philippe Henry, le scénario de création d'une ou de plusieurs villes nouvelles n'est pas du tout sur la table. "On est plutôt dans la valorisation de l'existant, tout en développant notamment les axes stratégiques Marche-Virton-Neufchâteau", explique Pierre Castelain, le porte-parole du ministre. Reste que le cabinet confirme la nécessité de trouver des solutions pour créer 350 000 logements d'ici 2040. Dont 280 000 à prévoir dans les lieux centraux.

F.C.

La cacophonie s'installe à l'Open VLD

Ex-président Bart Somers propose de remanier l'Etat fédéral.

ÉLECTORALISME

Pavé dans la mare. Quelques heures après que la présidente de l'Open VLD, Gwendolyn Rutten, a proposé de supprimer le projet confédéraliste dans le programme du parti, son chef de groupe à la Chambre semble lui venir en aide. Dans les colonnes du "Standard", Bart Somers allait plus loin en effet en estimant que la parité linguistique au sein du gouvernement fédéral avait vécu, tout comme les dispositifs de protection de la minorité francophone au niveau national. Au centre de son viséur, la sonnette d'alarme qui permet à trois quarts d'un groupe linguistique de suspendre un vote s'il se sentait lésé par un projet ou une proposition de loi.

Une proposition aussi radicale que surprenante car demandant une nouvelle réforme de l'Etat. Alors que Gwendolyn Rutten tente précisément de guider l'Open VLD vers un stop institutionnel et un retour à ses fondamentaux socio-économiques. Voici que Bart Somers, ancien président de VLD, souhaite au contraire supprimer les "verrous confédéraux" dans la structure même de l'Etat. "Les deux groupes linguistiques au Parlement peuvent se neutraliser l'un l'autre, sans jamais bouger d'un millimètre. C'est tout sauf de la démocratie", estime-t-il.

Il s'agit selon nombre d'observateurs d'une proposition à vocation strictement électoraliste. A moins que Bart Somers ignore qu'il ne trouvera aucun parti francophone pour le soutenir. Son projet, nécessitant des majorités spéciales, a pourtant besoin de leur vote. "L'optique électoraliste de cette proposition n'aura échappé à personne, comme Christian Behrendt, constitutionnaliste à l'ULG. Il est légitime que les partis se positionnent pour les pro-

chaines élections. Mais, et M. Somers le sait sûrement lui aussi, une telle proposition méconnaît les fondamentaux de notre fédéralisme de consensus entre les deux groupes linguistiques. Celui-ci n'est pas compatible avec des aspirations qui visent à consacrer la loi du nombre, soit d'une domination unilatérale d'un groupe linguistique sur l'autre au Parlement. Notre fédéralisme vise au contraire à assurer l'existence harmonieuse entre les deux grandes communautés du pays."

MR et CDH disent "niel"

Certains partis francophones ont d'ailleurs vertement réagi dès hier. "La représentation majoritaire des Flamands est assurée au sein de la Chambre des représentants, dont la composition est le reflet de la population, relevant par exemple Catherine Fonck, cheffe de groupe CDH à la Chambre. En ce qui concerne le gouvernement, la fin de la parité linguistique serait tout simplement 'Onaanvaardbaar!' Cette idée est inacceptable car elle remet en cause l'expression même du fédéralisme. Cette parité garantit au gouvernement d'agir dans un intérêt commun du pays sans qu'une communauté n'impose ses vues à l'autre."

Et Charles Michel d'aler dans le même sens, hier matin sur les ondes de la VRT: "C'est lié à la protection des Flamands de Bruxelles et ce sont les fondements de la stabilité de notre système politique", a-t-il lancé après avoir rejeté l'idée de Bart Somers. Pour cause, la Loi spéciale de 1989 instaurant la Région de Bruxelles-Capitale a prévu la parité dans son exécutif sur le modèle fédéral. Les deux dispositifs étant couchés dans la Constitution pour l'un, dans une loi spéciale pour l'autre, il est fa-

cile d'imaginer la très faible faisabilité des idées de Bart Somers.

L'Open VLD tournerait-il fou? "Je suis très surpris par la sortie de Bart Somers, comme Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Voilà un thème communautaire lié à la réforme de l'Etat, à la construction du fédéralisme. Un peu comme en avril 2010, on a l'impression que l'Open VLD est à contre-emploi: il se place sur un terrain qui n'est pas le sien, mais celui de la N-VA. Dans sa communication, il donne l'impression que la N-VA a raison de mettre cela à l'agenda. Je pensais que le résultat de l'élection de 2010 avait été suffisant au VLD pour comprendre que ce type de stratégie n'était pas très porteur pour lui. Il n'en est rien manifestement. Il ne pourra pas battre De Wever sur ce terrain.

C'est de la corn, cela fait parler de soi mais je n'en perçois pas l'intérêt. Dans les manuels de sciences politiques on dit que c'est sur son terrain qu'il faut montrer ses forces."

Pour le politologue, l'Open VLD aurait plutôt intérêt à se concentrer sur son travail d'opposition à la N-VA au Parlement flamand ainsi qu'à la valorisation de sa propre action au gouvernement fédéral.

Reste que l'Open VLD demeure un parti divisé en quête de leader incontesté. Les critiques formulées la semaine dernière à l'égard de Gwendolyn Rutten et ses propositions programmatiques en témoignent.

Au final, la sortie de Bart Somers peut aussi être lue comme une façon de rassurer sa frange la plus dure sur le plan communautaire. Cela ne mange pas de pain, même avec une proposition qui n'a aucune chance d'aboutir.

Mathieu Colleyn



CHRISTOPHE LLI COPPE/PHOTONEWS

"Les deux groupes linguistiques au Parlement peuvent se neutraliser l'un l'autre, sans jamais bouger d'un millimètre. C'est tout sauf démocratique."

BART SOMERS
Député bourgmestre de Malines et ex-président du VLD.

HOME SWIFT HOME.

QUICK

LOGIC IMMO.BE

LE TRAIT D'UNION ENTRE VOUS ET LES PROFESSIONNELS DE L'IMMOBILIER

WWW.LOGIC-IMMO.BE

martedì 11 giugno 2013 - La Libre Belgique

9